

## nucléaire

# NUCLEAIRE : Ni à Plogoff ni ailleurs !

**Le Conseil régional de Bretagne vient de voter l'implantation d'une centrale dans le Finistère.**

**C'est un problème politique qui demande une réponse politique.**

« Nucléaire, nous n'en voulons pas ! Par tous les moyens nous n'en aurons pas ! » ; « Nan, nan, nan, d'an distruj nukleel ! (Non, non, non à l'énergie nucléaire !) » ; « E.D.F. t'es foutu, les Bretons sont dans la rue... » ; « Centrale nucléaire, centrale tout va reoc'h (centrale, trou de mon cul...) » !

Deux à trois mille manifestants s'avancèrent, l'autre samedi (23 septembre), dans les rues de Brest derrière l'immense banderole du P.S.U.-Bretagne : « Non à la croissance capitaliste ». Toutes les sections avaient mobilisé : celle de Cornouaille (Quimper, Pont l'Abbé, Douarnenez) arrivées dans deux cars, mais aussi celles du pays nantais, de Saint-Brieuc, de Guingamp, de Morlaix, de Lorient... et, bien sûr, celle de Brest.

La manifestation, organisée par les C.L.I.N. et C.R.I.N. de Bretagne avait réuni dans son ensemble quinze à vingt mille personnes. Un succès incontestable pour le mouvement écologique et autogestionnaire breton qui avait contraint, devant l'ampleur du soutien populaire, C.G.T., P.C.F., P.S. et U.D.B. (Union Démocratique Bretonne) à se joindre à l'initiative.

Cependant, la douche bretonne ne vaut pas mieux que la douche écossaise... Dès le lundi 25 septembre, le conseil régional, croupion d'une Bretagne étriquée à quatre départements, a voté en faveur de l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, à 2 kilomètres de la pointe du Raz, l'un des plus beaux sites de Bretagne. Alors que l'an passé la gauche n'avait guère réussi à se déterminer (le P.S. s'était abstenu, seul le représentant du P.C.F. avait voté contre), cette fois, et sous peine de se faire désavouer par le mouvement populaire, les vingt et un conseillers régionaux P.S., P.C.F., U.D.B. ont voté contre. La droite n'a pas eu beaucoup de problèmes de conscience : quarante-trois voix pour, cinq abstentions.

Aujourd'hui, chacun se trouve au pied du mur. Le conseil régional, non représentatif, ne tient aucun compte du mouvement populaire... et va — paradoxalement — renforcer les rangs du F.L.B. et de tous ceux qui estiment qu'un affronte-

ment armé est inévitable, dans ces conditions, avec les forces de répression du pouvoir. La gauche se complait dans des ambiguïtés insupportables : le P.S. est en principe contre les centrales mais pas contre un taux de croissance élevé. Le P.C.F. est contre les centrales, tant que les problèmes de sécurité n'auront pas été résolus. L'Union Démocratique Bretonne (U.D.B.), avec des méthodes dont elle a seule le secret, vient d'effectuer un virage à 180° ; elle proclame à qui veut l'entendre qu'elle a toujours été contre le nucléaire... et propose au P.S.U.-Bretagne une alliance dans une campagne sur l'emploi, sans remettre en cause la croissance, considérée par son représentant le plus éminent — Ronan Le Prohon —, comme un problème secondaire, qui ne préoccupe que ceux qui connaissent déjà le luxe... PCF., P.S. et U.D.B. réclament à corps et à cris l'industrialisation de la Bretagne !

Quant au mouvement écologique breton, il est fort de son succès, largement appuyé par son implantation populaire dans les milieux ruraux du Finistère-Nord. Plogoff, cependant, constitue son maillon le plus faible... Le Comité de défense de Plogoff, présidé par le maire P.S., n'avait-il pas envisagé sa dissolution quinze jours avant que ne tombe le dossier du conseil régional ?...

### Plogoff, la mal notée...

Ce dossier, examiné à la session d'automne, est habile. Il comporte des éléments scientifiques (d'après les études menées par le CNEXO, l'ISTPM et l'EDF), mais surtout des éléments politiques, économiques et financiers.

Du point de vue scientifique, un Marseillais, Jean-Marie Pères, professeur de la station marine de Marseille-Endoume, est venu apporter sa caution à l'E.D.F. Il est l'auteur du tableau n° 1 ci-joint, qui présente ses critères de choix entre les deux sites bretons finalement discutés, sur les cinq initialement étudiés, Plogoff en Cornouaille et Porsmoguer dans le

Léon.

L'argument essentiel en faveur du site de Plogoff reste l'importance des courants marins près de la Pointe du Raz, qui disperseraient rapidement la tache thermique et les produits radioactifs.

Pourtant les chercheurs du CNEXO avaient bien soin de préciser que leurs études d'avant-projet « ne permettent certes pas de conclure que tel ou tel site est absolument sans risque, même du point de vue du seul impact thermique ». Le pouvoir n'en tient pas compte. Il ne cherche auprès des scientifiques qu'une caution.

Tableau 1 : Les critères de choix entre Plogoff et Porsmoguer (chaque critère est noté de 0 à 5 selon que le degré d'inconvénient augmente)

critère	Porsmoguer	note	Plogoff	note
étendue de la tranche thermique (+1°C en Km2)	42	4	0,65	0
Production primaire (plancton)	élevée	5	faible	1
Surface des substrats meubles	assez importante	3	nulle	0
Protection secondaire	importante	5	nulle	0
Densité de la population	assez faible	2	forte	5
activités de pêche	assez intense	3	très faible	4
turbidité	moyenne	3	intense	1
pollution domestique (estimée sur la base de la teneur en germes)	assez forte	3	très faible	1
risque d'eaux rouges	faibles mais non nulles	2	pratiquement nulle	0
<b>TOTAL (SUR 45)</b>		<b>30</b>		<b>12</b>

Plogoff, ayant la note la plus faible, présente donc le moins d'inconvénients que Porsmoguer

Soyons donc clairs : le choix a été politique. Et c'est bien parce qu'il s'adresse à des hommes politiques que le Gouvernement a su choisir ses arguments. Sous forme de **chantage**. En ce sens, le dossier présenté est basé sur une malhonnêteté politique fondamentale.

Le document soumis aux Conseillers régionaux comporte des éléments prospectifs en matière économique. Le raisonnement est le suivant : la Bretagne a besoin d'énergie ? Alors si vous ne votez pas pour une centrale nucléaire, vous retournerez à l'âge de la bougie ! La Bretagne a besoin d'emploi ? Une centrale nucléaire vous en fournira ! La Bretagne a besoin d'argent ? Les collectivités locales en recevront !

Bref, une centrale nucléaire, c'est la panacée, elle répond à tous vos problèmes. Naturellement, silence presque total sur les risques provoqués par la radioactivité, soit au cours du fonctionnement, soit en cas d'attentat, de guerre, etc. Aucun plan d'urgence. Aucune étude des conséquences sur les hommes et sur le milieu en cas de pépin.

### Le piège tragique de l'emploi

Mais reprenons-en les principaux éléments :

**La Bretagne a besoin d'énergie.** C'est un postulat en soi et le tableau 2 ci-après a surtout un but psychologique. Il fait apparaître un déficit breton en matière de production d'électricité. Il « montre » que les besoins en énergie n'arrêteront pas de croître. Mais ce raisonnement est profondément vicieux.

D'abord parce qu'il se garde bien de considérer la Bretagne à cinq départements, ce qui rendrait excédentaire le bilan production-consommation. Ensuite parce que, jamais, il ne précise à quoi servent les 17 000 millions de kwh que les Bretons sont censés dépenser en 1990. (Rappelons-le : il n'y a aucun plan de développement breton associé aux projets nucléaires.) Enfin, parce que les mêmes arguments peuvent servir à justifier la construction de centrales classiques au charbon, au fuel, au gaz... ou la mise en oeuvre de tout autre moyen de production ou de récupération d'énergie. Mais cela, le dossier ne le dit pas !

**La Bretagne a besoin d'emplois.** Le Gouvernement sait bien utiliser les contradictions de sa politique et faire miroiter la création d'emplois locaux associés aux chantiers nucléaires. Voici quels sont ses « engagements » :

Pour deux tranches de 1300 mégawatts, il faut compter des travaux d'une durée globale de huit ans avec la première année en moyenne 100 travailleurs, la deuxième année 300, puis successivement 500, 1 400, 1 700, 2 000 (la sixième année), 1 200 puis 200.

A cela il convient d'ajouter les agents de l'E.D.F., soit au maximum : 100 personnes pour la direction et la surveillance des travaux ; 250 à 300 personnes pour l'exploitation.

Le nombre d'emplois détruits (pêcheurs, paysans...) est naturellement « négligeable ». Et comme l'E.D.F. s'engage à embaucher en priorité la main-d'œuvre locale (sauf pour l'encadrement, quand même...), franchement de quoi nous plaignons-nous ?

Si nous ne sommes pas convaincus... réfléchissons au fait que les impôts locaux (impôt foncier et surtout taxe professionnelle) représentent pour les collectivités concernées la bagatelle de **15 milliards de centimes** par tranche de 1300 mégawatts... qui, libérés sur place, représentent pas mal d'emplois potentiels...

Or, dans un département où le taux de chômage est de 12,14 %, il y a de quoi réfléchir...

### Le collectif des 23

A un problème politique, il faut une réponse politique, et c'est ce dont s'occupe activement le P.S.U.-Bretagne malgré toutes les difficultés de la période actuelle : le découragement du mouvement populaire après l'échec électoral de la gauche et sa division, les méthodes répressives du pouvoir. La stratégie anti-nucléaire du P.S.U.-Bretagne marche sur deux jambes : l'action et les propositions politiques.

L'action d'abord. On a vu que le P.S.U.-Bretagne a mobilisé pour le 23 septembre ; 40 000 tracts distribués dans les principales villes de Bretagne. Mais au-delà de son action propre, le parti a su prendre les initiatives nécessaires pour tenter de renforcer le maillon faible dans le dispositif anti-nucléaire breton que constituait Plogoff. Les sections de Cornouaille du P.S.U.-Bretagne ont appelé à la constitution d'un collectif large « **contre l'im-**

**plantation d'une centrale nucléaire à Plogoff et en Bretagne** » (... faute de pouvoir ajouter « **et ailleurs** », comme le demandait le P.S.U.). Ont répondu à son appel, outre le comité de défense de Plogoff et l'association écologique locale Evid Buez ar C'hab (Pour la vie du cap), la C.F.D.T., la F.E.N., les Paysans-Travailleurs, la C.S.C.V., la J.O.C., Skol an Emsav, le P.C.F., le P.S., la L.C.R., H.R., l'U.D.B., etc..

**Tableau 2 : Production et consommation d'électricité en Bretagne**  
(en millions de KWH)

an-née	consommation	production
1972	3 747	1 055
1973	4 226	976
1974	4 540	1 131
1975	4 900	1 028
1976	5 456	980
1977	5 969	991
1980	7 730 (1)	
1985	11 900 (1)	
1990	17 000 (1)	
(1) selon les prévisions d'EDF		
Consommation par habitant (en Kwh en 1977 :		
- Bretagne : 2264		
- France : 3877		

Ce collectif a maintenant la direction des opérations. Cependant, c'est à une extension régionale de ce regroupement qu'il faudrait maintenant procéder. Et cela n'ira pas sans difficultés en raison de divergences idéologiques profondes entre ces organisations.

La réflexion et les propositions politiques sont à prendre plus que jamais au sérieux. Car la faiblesse fondamentale de la position de la gauche — hexagonale ou bretonne — réside en son absence d'alternative économique et énergétique au nucléaire. Rejeter les centrales nucléaires par ce qu'il n'y a aucun plan d'industrialisation associé, comme le font le P.S., le P.C.F. et l'U.D.B., ne suffit pas : c'est là prendre comme modèle de développement celui de la métropole. C'est bien pourtant de la société industrielle capitaliste que la Bretagne et les pays « sous-développés » crévent. Nous ne rappellerons pas ici nos propositions basées sur un autre mode de croissance et que nous avons rassemblées dans notre Plateforme autogestionnaire bretonne (1). La chance de notre pays, c'est de partir de ses richesses : pêche et agriculture. C'est sur ces réalités qu'il faut baser notre développement industriel et énergétique.

Plus que jamais nous sommes décidés à approfondir le débat. La direction poli-



tique du P.S.U.-Bretagne organise, les 11 et 12 novembre à Lorient, une Assemblée bretonne à laquelle elle invite tous les militants du courant autogestionnaire et écologique. Nous y débattons en particulier d'une alternative économique et politique à la société actuelle, y compris en matière de création d'emplois...

L'emploi, la croissance, ce sont les enjeux fondamentaux de la période actuelle. Le mouvement populaire réussira-t-il à faire sa jonction avec le mouvement écologique pour proposer une réelle alternative et faire échec aux menaces d'une société nucléarisée et militarisée ? Quant à nous, nous ferons tout pour apporter

une réponse positive.

**Paul TREGUER,**  
Secrétaire du P.S.U.-Bretagne ■

(1) 112 pages, 6 F. Disponible au siège du P.S.U.-Bretagne, 28, rue Kériveren, Brest. Ajouter 2,50 F en cas d'envoi postal.

## **Au Pellerin, le site le plus mauvais du monde**

La Bretagne est gâtée... Avant le choix de Plogoff, le site du Pellerin en Pays de Retz (Loire-Atlantique) a déjà été retenu par E.D.F. et le pouvoir. Or, le Pellerin est situé tout près de Nantes : il y a 437 955 habitants dans un rayon de 20 km. Aux Etats-Unis les normes de sécurité imposent que les centrales du même type et de la même puissance soient situées à plus de 35 km des villes de 100 000 habitants et plus.

Par ailleurs, l'agglomération nantaise est située, par rapport à la centrale, sous les vents dominants. Ceux-ci charrieraient des produits radioactifs (gaz rares : argon, xénon, krypton et vapeur d'eau tritiée) qui sont rejetés dans l'atmosphère lorsque la centrale est en fonctionnement normal...

Depuis mai 1977, un ample mouvement s'est développé : sept maires sur douze des communes concernées refusent de collaborer avec l'administration, les dossiers sont brûlés à Couëron et Saint-Jean-de-Boiseau ; boycott de la population, procès et condamnations de cinq paysans-travailleurs. A la fin du simulacre d'enquête d'« utilité publique », les registres officiels ne comportent la signature que de 95 personnes ; 750 ont marqué leur opposition ; 30 000 ont signé des pétitions supposant à l'implantation de la centrale... Malgré tout, l'avis sera favorable. Mais les incidents entre habitants et agents très spéciaux de l'E.D.F. se multiplient...

Le débat sur, ou la lutte contre, le nucléaire est aussi pour beaucoup l'occasion d'une réflexion plus fondamentale : sur la croissance, le développement productiviste, l'impact social de la technologie. A cet égard, on peut citer un expert en la matière : M. James Wrigh, directeur de Westinghouse, qui, à la foire des Industries nucléaires à Bâle, en 1972, déclarait :

« Les mouvements d'opposition aux centrales nucléaires deviennent de plus en plus puissants parce qu'ils ont changé de camp. Les nouveaux protagonistes ne sont plus des illuminés ou des étudiants excités, mais des hommes responsables de 30 à 35 ans [...] La controverse n'est plus alimentée par un manque d'information ni une hystérie collective [...] L'opinion qui veut désormais participer aux décisions prises par le gouvernement ou les industriels leur demande : où ces décisions nous mèneront-elles ? »

Cf. La Gazette Nucléaire n° 17. Commander au G.S.I.E.N., 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.